L'Éducation Physique à l'École

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

Une piètre salle de gymnastique

Comme tous les établissements scolaires, l'Ecole Professionnelle de Valenciennes a sa « salle de gymnastique ». Titre pompeux pour le baraquement, humide et froid en hiver, malsain en été, dont le sol cimenté est glissant et dangereux. Le matériel est convenable. Dans l'ensemble, c'est un peu le cas de beaucoup de nos lycées, colleges et écoles professionnelles. Au professeur d'Education Physique de se « débrouiller » pour que ses élèves puissent executer les phases complètes d'une leçon, pour qu'ils ne s'asphyxient pas dans l'atmosphère viciée de leur salle [illegible] evoluent

Voici à l'issue d'une conférence pour l'E.P. scolaire, M. LEQQUIME, Professeur d'E.P. (à gauche) accompagné de MM. CONDEVAUX, Inspecteur primaire et du Professeur DEBEYRE, propagandiste.

en grand nombre, pour qu'il n'y ait pas d'accident, etc., etc.

Certes, il y a des circonstances où la leçon d'E. P. doit être donnée en salle, mais lorsque le temps se prête aux sports en plein air, n'est-ce pas désastreux de refuser aux enfants de respirer librement pendant ces exercices physiques qui en sont profitables que si l'organisme est abondamment alimenté en oxygène ?

Le professeur pourrait sans doute, direz-vous, mener ses élèves hors la cour. Mais devinez le tolle qui s'élèverait de toutes les classes voisines ?

Un ancien directeur de l'Ecole Professionnelle, M. ADDE, avait bien raison de dire que « l'Université paraît intriquée en ce qui concerne les exercices du corps ».

Non seulement ces exercices sont réduits au strict minimum, mais souvent encore ils doivent être executés dans des conditions déplorables.

Une amélioration ?

Allons-nous assister à une heureuse évolution ?

On peut l'espérer grâce à l'impulsion que donne le ministère de l'Education Nationale.

MM. LAGRANGE et DÉZARNAULDS [illegible] des solutions simples [illegible] aux [illegible] gissements du degré secondaire cette question :

« Existe-t-il des terrains qui pourraient être mis à la disposition de vos élèves ou qui appartiennent à des sociétés sportives agréées ou à des collectivités (communes, département, Etat) ».

C'est la solution formule au probleme des terrains scolaires, car il est bien évident qu'il est d'un interet general de l'interêt de toutes les collectivites d'assurer la santé des individus.

Il y va aussi de l'interet des societes sportives lorsque leur but n'est pas exclusivement specialisé aussi, deja, a ce point de vue existent-il des ententes entre societes et Etablissements scolaires pour permettre aux seconds d'utiliser le terrain de sport de celles-ci notamment.

Ce n'est là qu'un espoir de la question mais il est susceptible d'être entendu.

En ce qui concerne l'intervention des communes, et, dépassement, de l'Etat, c'est une veritable révolution dans le domaine de la routine.

Une heureuse solution à Valenciennes

A l'ecole Professionnelle de Valenciennes, une heureuse solution est déja adoptée sur l'initiative du professeur d'E. P., M. LEQUIME, un ardent propagandiste, en même temps qu'un réalisateur. M. LEQUIME, qui est membre du bureau permanent du Syndicat National des professeurs d'E. P. du second degré, a tenté à **Valenciennes** un essai qui a pleinement réussi.

Il voulait un terrain pour faire evoluer ses eleves. Il n'y avait qu'une solution pratique, c'était d'utiliser la Plaine de Mons, voisine de l'Ecole. Mais la Plaine de Mons est terrain militaire, c'est le champ de manœuvre de Valenciennes. l'Armée, c'est de tradition, est rigoriste et intransigeante. M. LEQUIME, riche de bonne volonte et d'arguments judicieux, s'en fut trouver le commandant d'Armes de Valenciennes.

Il n'eut pas besoin de sortir un petit discours etablissant l'utilite indiscutable pour l'Armée de favoriser le développement physique de ceux qui sont appelés à devenir demain des soldats. Il trouva devant lui, un grand ami de l'E. P. scolaire, M. le commandant GABRIEL, qui fut directeur de la preparation militaire supérieure à l'Ecole Normale d'**Arras**.

La cause des eleves de l'Ecole primaire superieure était entendue.

Et cela nous donne l'exemple d'une réalisation peu couteuse, dans le cadre des projets du ministère de l'Education Physique.

Les soldats et les écoliers

Le chef de bataillon GABRIEL a accordé à l'Ecole Professionnelle, pour la pratique de l'Education Physique, une partie du champ de manœuvre. Cette partie comporte déja un terrain de basket, installé par la société de préparation militaire « Le Foyer »; apres entente entre M. le commandant GABRIEL et M. LEQUIME, on y etablit un sautoir en longueur, conçu pour des classes nombreuses, et autour d'un terrain de football, une piste en cendrée.

Chaque jour, l'excellent commandant d'Armes envoie quelques soldats pour effectuer les travaux d'aménagement.

Peut-on souhaiter une meilleure organisation?

Un peu de bonne volonté souvent suffit pour résoudre des problèmes en apparence compliqués.

L'initiative de MM. DÉZARNAULDS et Léo LAGRANGE qui, par anticipation a déjà sa réalisation à Valenciennes — fait appel aux bonnes volontés pour appliquer les solutions les plus pratiques.

Elle ne peut qu'être couronnée de succès, et il faut s'en réjouir, pour le bonheur des écoliers. Ce bonheur qui n'est pas seulement fait de science mais aussi de santé.

M. JACQUES DORIOT a prononcé à Marseille un violent réquisitoire contre le communisme

« Si la guerre civile éclatait, nous ferions alliance avec tous ceux qui ne veulent pas voir s'installer chez nous la dictature rouge ».

Marseille, 31. — La Fédération régionale du Parti populaire français a donné hier soir un grand banquet politique présidé par MM. Jacques Doriot et Simon Sabiani et auquel assistaient de nombreux délégués des Alpes-Maritimes, du Var, du Vaucluse, de l'Hérault, des Basses-Alpes et même du Rhône.

Après M. Simon Sabiani, secrétaire général de la Fédération régionale, M. Doriot prit la parole. Il prononça contre le communisme un violent réquisitoire

— Moscou, dit-il, voulait que la France fasse la guerre à sa place. On a dit que nous exagerions. Nul ne le conteste plus aujourd'hui. Les radicaux l'ont reconnu à Biarritz ; mais ce n'est pas avec des résolutions de congrès que l'on échappera au péril. Les autres membres du Front populaire ne sont pas moins désabusés ; mais ils se trompent s'ils croient tout arranger avec un remaniement ministériel.

» Il faut autre chose, car les Russes continuent. Certes, ils n'ont pas reussi à nous obliger à la guerre, mais ils sont prêts à la provoquer eux-mêmes et a nous y entraîner.

» En attendant, ils sont parvenus à nous isoler totalement. L'Allemagne et l'Italie, malgré tant d'intérêts divergents en Europe centrale, se rapprochent pour parer à un danger plus pressant. Les petits Etats balkaniques, malgré une amitié réelle, se détournent de nous. La Belgique reprend sa neutralité pour ne pas être entraînée avec nous dans une catastrophe. Tout cela parce qu'un pacte criminel nous lie à la Russie soviétique et qu'une ideologie stupide anime nos gouvernants.

» L'Espagne, demain, sera redevenue une nation normale. Moscou y subit un échec total et nous avons, là aussi, accompli des sottises presque irréparables. Qu'on ne dise pas que notre gouvernement a été neutre. Il a soutenu officieusement les hommes de Madrid qui n'étaient que les agents de Moscou. Attendons la replique. Elle sera dure pour nous, helas ! Nous l'aurons méritée.

» Ainsi, en Europe, nous sommes seuls, seuls avec les Russes, mais qui nous laisseraient froidement casser la figure. Voilà ou on nous a menes ! Voilà ou l'on nous mène ! ».

Puis M. Jacques Doriot a déclaré que les communistes organisent la révolution et il a ajouté :

« Notre parti est absolument indépendant. Il veut marcher seul sur sa route. Mais je déclare nettement que si la guerre civile éclatait, nous ferions alliance avec tous ceux qui ne veulent pas voir s'installer chez nous la dictature rouge. Personnellement, je ne considérerai qu'une chose : la necessité de triompher du communisme, de sauver le pays. Je prendrai nettement mes responsabilités. La France au-dessus de tout ! ».

Deux lettres de M. Doriot au Président du Conseil

Paris, 31. — M. Jacques Doriot a adressé deux lettres à M. Leon Blum.

La première concerne la contrebande d'armes en Espagne. Le député de Saint-Denis était état notamment de divers débarquements d'armes et de munitions qui auraient eu lieu à Bordeaux pour être expédiées de cette ville aux troupes gouvernementales espagnoles.

M. Jacques Doriot ajoute, au surplus, que ces armements n'auraient pas tous franchi la frontière et qu'une partie serait détenue par des groupements politiques français. Il conclut donc en ces termes :

« Vous vous êtes prononcés à la fois pour la neutralité dans la guerre civile d'Espagne et contre l'armement des formations politiques en France. J'espère que les renseignements que je viens de vous fournir vous permettront d'agir avec efficacité dans ces deux ordres d'idées ».

La deuxième lettre est relative à la hausse des prix :

M. Jacques Doriot suggère de confier à une commission d'enquête le soin de faire la pleine lumière sur l'ensemble des événements ayant accompagné le vote de la loi d'alignement monétaire, notamment sur les mouvements anormaux de la Bourse pendant la période qui l'a precedee.

M. Thorez a pris à partie M. Léon Blum et le Parti Socialiste

Paris, 31. — La région Paris-Ville du parti communiste avait organisé, hier soir, à la Maison de la Mutualité, une réunion d'information au cours de laquelle M. Maurice Thorez a exposé la position politique du parti communiste dans les événements présents.

Après avoir parlé des résultats obtenus par le « Front Populaire », le leader communiste, devant une assistance quelque peu etonnée, attaque le Parti socialiste, indiquant que c'est M. R. Vidal, député socialiste, qui, à la Chambre, a donné le signal de la campagne anti-communiste.

« M. Léon Blum, indique M. Thorez, a dit à Toulouse que le progrès social était compatible avec le progrès economique. Nous sommes d'accord sur ce point, a condition de ne pas aller plus loin dans la voie des capitulations, à condition d'appliquer strictement le programme du « Rassemblement populaire ». Et le secretaire général du Parti communiste passe en revue ce programme.

Pour le budget, en particulier, il indique que le parti fait toutes réserves à son sujet et que le groupe parlementaire du parti communiste est mandaté pour demander le vote du projet pour le prélèvement sur les grosses fortunes.

Il estime, d'autre part, que des mesures sont prises contre les militants communistes : interdiction des manifestations dans la région parisienne et en Alsace-Lorraine.

Sur le chapitre de la paix, il déclare : « On prétend que ce sont les radicaux qui sont responsables de la politique extérieure de notre pays, contraire aux intérêts mêmes de la France. Ce n'est pas notre avis. C'est tout le Gouvernement et, en particulier, le camarade Leon Blum, qui porte toute la responsabilité de cette politique étrangère. C'est Léon Blum qui porte la responsabilité de la capitulation devant Hitler. C'est Léon Blum qui porte la responsabilité de la non-intervention dirigée, en vérité, contre l'Espagne ».

La guerre civile en Espagne

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

Un aérodrome des insurgés a été bombardé à Talavera...

Madrid, 31. — Un groupe d'avions gouvernementaux a bombardé à 16 heures un aérodrome insurgé situé à l'est de Talavera où se trouvent une vingtaine d'avions de chasse. Le bombardement a fait aussitôt jaillir une énorme colonne de fumée. On croit que plusieurs des appareils insurgés ont été détruits.

Au moment où les avions républicains effectuaient leur mission, trois appareils de chasse insurgés se sont élevés d'un autre aérodrome situé à quelques kilomètres, mais ils n'ont pas réussi à engager le combat avec les aviateurs républicains.

...Ainsi qu'un autre à Séville

Madrid, 31. — Les avions républicains ont bombardé, à deux reprises, l'aérodrome de Séville. Quatre hangars et le quartier des officiers ont été incendiés. La défense antiaérienne des insurgés a fonctionné avec intensité, mais sans résultat.

RADIO-SÉVILLE DIFFUSE...

Rabat, 31. — A 8 h. 30, Radio-Séville a communiqué notamment ce qui suit :

« Sur le front de Siguenza, nos troupes se sont emparées, après un combat, de 50 caisses de grenades à main.

» Sur le front du centre une attaque des gouvernementaux a eu lieu dans le secteur de Grinon Sesena. Ceux-ci étaient appuyés par des tanks dans lesquels ils avaient mis tout leur espoir. Ils ont été repoussés. Une attaque sur l'aile droite de la colonne Varela a été également repoussée.

» Les marxistes ont essayé un assaut par surprise sur Esquivia, défendue par la colonne Monasterio qui leur a infligé un échec sanglant.

» Notre artillerie a bombardé, hier, Unama y Para. Dans le courant de la journée d'hier, les Gouvernementaux ont eu sur l'ensemble du front de Torrejon-Sesena-Grinon deux cent cinquante tués et de nombreux blessés.

» L'avion marxiste qui avait bombardé Illescas a été abattu en flammes par notre aviation. Celle-ci a montré, hier, une grande activité. Elle a effectué un violent bombardement sur Madrid qui a atteint des casernes, des usines et des gares. L'aérodrome de Getafe a été touché par une bombe de 250 kilos. Madrid n'avait jamais été aussi durement touchée. Barcelone a également été bombardée dans la journée d'hier. Plusieurs avions gouvernementaux ont été détruits : un à Navalcarnero, un à Getafe, un autre aux environs de Madrid et un à Torrelaguna.

» Sur le front sud, il n'y a aucun changement.

» A Burgos, le Chef de l'Etat a signé un decret accordant 40 millions de pesetas aux travailleurs agricoles à raison de 100 pesetas par hectare, pour la préparation des labours. A Seville, le Cercle des Laboureurs a été reconstitué. Au cours de sa première séance, plusieurs membres qui avaient collaboré avec le Gouvernement de Madrid ont été expulsés. »

Les insurgés tireront sur tout avion survolant leurs lignes

Salamanque, 31. — Les postes nationalistes espagnols ont diffusé aujourd'hui une note du bureau de presse du secrétariat du grand quartier général du généralissime Franco, dans lequel il est dit que les forces de l'armée nationaliste feront feu sur tout avion ne leur appartenant pas, quelle que soit sa nationalité, qui survolera leurs lignes et que les autorités nationalistes déclinent toute responsabilité quant aux incidents qui pourraient en résulter.

Un navire rebelle a bombardé Rosas

Perpignan, 31. — Des renseignements parvenant de Port-Bou au sujet du bombardement de Rosas, il résulte qu'un contre-torpilleur nationaliste est venu croiser dans la baie où il a pu évoluer. Il a tiré sur des maisons basses habitées par des pêcheurs de la côte, tuant plusieurs d'entre eux et en blessant une trentaine qui ont été dirigés sur Figueras. Des batteries de la côte ont riposté et le navire a pris le large.

On considère cette démonstration comme un acte d'avertissement et d'intimidation. Les dégâts seraient importants.

Un navire soviétique arrêté par un croiseur rebelle

Moscou, 31. — L'agence Tass communique l'information suivante :

« Le navire soviétique « Dniestr », naviguant avec un chargement de Hambourg à Batoum, a été arrêté le 30 octobre à l'entrée du détroit de Gibraltar par le croiseur espagnol rebelle « Almirante Cervera ». Une perquisition a eu lieu à bord. Le capitaine du « Dniestr », se soumettant à la force, a été obligé de tolérer cet acte arbitraire des rebelles. »

LE PORTUGAL N'A PAS RECONNU LE GOUVERNEMENT DE BURGOS

Paris, 31. — La légation du Portugal nous communique :

« Les nouvelles publiées dans la presse à propos d'une reconnaissance du gouvernement de Burgos par le gouvernement portugais sont inexactes. »

La neutralité turque

Londres, 31. — D'après un télégramme de Constantinople, le gouvernement turc a décidé d'observer une attitude strictement neutre dans l'éventualité où des vapeurs soviétiques traverseraient les Dardanelles avec des cargaisons de munitions ou de provisions destinées au gouvernement madrilène.

LA RÉPONSE DE L'U.R.S.S. AUX ACCUSATIONS ITALO-ALLEMANDES

Londres, 31. — Deux notes soviétiques ont été remises au comité de non-intervention. Bien que les milieux officiels britanniques se refusent à tout commentaire à leur sujet, on croit savoir que ces notes apportent des réponses détaillées aux allégations portées contre le gouvernement soviétique par l'Italie et l'Allemagne.

Elles seront soumises au comité lors de sa réunion plenière de mercredi.

Un avion français volait vers l'Espagne

Guéret, 31. — Un avion de chasse français, d'un modèle très récent et maquillé en avion sanitaire, a atterri à Maison-Feyne (Creuse), et a demandé à des paysans la direction de Limoges et de Toulouse.

L'aviateur, L. Delarbre, rue de Bellefeuille, à Paris, les gendarmes étant intervenus, disparut en direction de Toulouse. Il atterrit sur l'aérodrome de Feytiat et fut gardé immédiatement par un piquet de gendarmes.

Cet avion ne possédait aucun numéro d'immatriculation et le pilote n'avait aucun papier de bord. Il s'agit, paraît-il, d'un avion destiné au gouvernement de Madrid.

Mme Companys en France

Toulouse, 31. — Mme Companys, femme du président de la Généralité de Catalogne, est arrivée hier à 17 h. 30 à l'aérodrome de Toulouse-Francazal, venant de Barcelone.

Mme Companys est repartie le soir même à 23 h. 17 pour Paris, où elle doit faire un séjour de deux semaines.

LE VOYAGE A PRAGUE DU ROI CAROL

Un communiqué officiel affirme le maintien de la politique commune des trois Etats de la Petite-Entente

Prague, 31. — Le roi Carol et le prince Michel ont quitté Prague à minuit pour le domaine présidentiel de Zidlochovice, où ils chasseront.

Un communiqué officiel a été publié sur les conversations politiques du roi et du président de la République, auxquelles ont pris part M. Hodza président du Conseil et les deux ministres des Affaires étrangères. On y lit notamment :

« Après avoir passé en revue l'attitude des trois pays de la Petite-Entente, au cours des dernières années et des derniers mois, en vue des différentes questions de la politique extérieure des trois pays, on a réaffirmé la nécessité de continuer à suivre dans l'avenir, et en accord complet avec le Gouvernement de Belgrade, une ligne de politique générale commune, comme jusqu'à présent, dans le but de développer davantage encore l'unité des trois pays et en précisant dans les détails la conduite à suivre dans chacune des questions actuelles de la politique européenne ».

LA C. G. T. ASSURE LE GOUVERNEMENT DE SA TOTALE COLLABORATION

Dans une lettre à M. Léon Blum, elle attire son attention sur la mise en œuvre rapide des grands travaux et sur les manœuvres pratiquées en vue d'empêcher la reprise économique.

Paris, 31. — La Confédération générale du travail vient d'adresser la lettre suivante à M. L. Blum :

« La Confédération générale du travail tient à vous exprimer, au nom de la classe ouvrière de ce pays, sa sincere satisfaction pour l'effort accompli par le gouvernement et par les Chambres en vue de doter le monde du travail des lois sociales correspondantes au progres et à la justice sociale. **La Confédération générale du travail vous assure de sa totale collaboration dans l'œuvre entreprise pour le redressement économique et pour la prospérité nationale.**

» Soucieuse, comme vous-même, de la pleine réussite de ce que déjà dans le monde l'on appelle « l'expérience française », elle croit de son devoir d'appeler votre toute particulière attention sur deux points d'une importance capitale pour en assurer le succès :

» 1° La mise en œuvre rapide d'un programme de grands travaux ;

» 2° Les mesures à prendre pour mettre un terme aux manœuvres pratiquees en vue de freiner et même de faire échouer complètement la reprise de notre activité.

Le chômage augmente

» C'est un fait indéniable que la situation decele des indices de reprise qui ne demandent qu'à se developper, et cependant le nombre des chômeurs augmente.

» Sans méconnaître l'effort accompli pour realiser le programme de travaux déja prevus par les administrations de l'Etat, programme qui aurait dû recevoir application depuis longtemps, ce dont le gouvernement actuel ne saurait être rendu responsable, nous pensons que ces projets anciens ne sont de nature, ni à créer le choc psychologique determinant la confiance, ni à résorber les chômeurs, ni à constituer le demarrage indispensable pour la pleine reprise de l'activité industrielle et commerciale.

Nécessité d'une action constructive

» Il serait urgent, à notre avis, que le programme de grands travaux dont notre pays a si grand besoin, soit rapidement mis au point, que les conditions de financement et de mise en œuvre soient definitivement élaborées pour que, dès le début de l'annee prochaine, l'on passe à l'action constructive.

Calculs politiques

» De même, nous estimons que l'intérêt national qui exige la reprise du travail et des affaires ne saurait être mis en péril par des calculs politiques. Nous dénonçons donc les pratiques de restriction de crédits, de réduction de credits d'escompte, de freinage des prêts, etc., qui, toutes, tendent à annihiler la politique nécessaire d'extension des credits.

» Nous dénonçons également les relèvements scandaleux des prix des matières premières et des materiaux, le refus de livrer, de prendre des engagements fermés pour livrer, etc., qui creent l'insécurité des industries de transformation, provoquent une contraction monetaire et determinent la vie chère.

» Contre ces faits nous demandons au gouvernement d'agir. Nous sommes certains de traduire, non seulement l'opinion de la classe ouvrière, mais également celle de tous ceux qui, en dehors de toute passion politique, veulent que notre pays retrouve sa prospérité et assure à tous bien-être et liberté.

» Veuillez agréer, etc. — Le secrétaire général : (signé) JOUHAUX. »

LES SIX MEETINGS REXISTES PRÉVUS POUR AUJOURD'HUI N'AURONT PAS LIEU

Bruxelles, 31. — Les six grands meetings que M. Léon Degrelle, le chef rexiste devait tenir dimanche, n'auront pas lieu le 1er novembre, jour de la Toussaint, lui parait en effet défavorable pour des rassemblements de caractère politique Par contre « le Pays reel » annonce quinze grands meetings du 8 au 29 novembre dans les principales villes belges à l'exception de Bruxelles. Ils auront pour but de répondre aux interdits gouvernementaux et d'exposer le plan de salut public de Rex.

L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

Les résultats obtenus étaient on ne peut plus heureux. En 1923, nou nous souvenons en effet, que M. le Professeur LECLERCQ, en prenant possession de la Chaire de Médecine légale et de Médecine sociale, créée à la Faculté de Lille, marquait la satisfaction qu'il éprouvait à voir fonctionner ce service.

Le but de l'Office

Un enfant sort de l'école et veut apprendre une profession. On le voit au hasard de ses caprices ou sur les conseils irraisonnés de sa famille ou de ses camarades sans réflexion aucune, se diriger vers les métiers les plus penibles, les plus difficiles, les plus dangereux pour lui.

« Peut-on avoir encore aujourd'hui, une telle conception du travail humain » ? demandait alors l'éminent Professeur ?

M. le Professeur LECLERCQ. Directeur de l'Institut médico-légal qui prit, avec M. LALLAU, Directeur de l'O.D.P., une part très active dans la création de cette Institution.

« Ne devrait-on pas désigner aux enfants les métiers pour lesquels ils paraîtraient les plus aptes par leur état de santé et leur tempérament » ? ajoutait encore M. le Professeur LECLERCQ.

Voici, par exemple, un gamin de 13 ans qui, dans quelques mois va quitter l'école. — « Que penses-tu faire ? » lui demande-t-on. — « J'aimerai être peintre decorateur », repond le bambin qui, à l'école, s'avère nul en orthographe, mais assez bon en dessin. Malheureusement pour lui, il ne sait pas distinguer les couleurs !

Un autre a son père cheminot. — « Je veux être mécanicien », repond le gamin. A l'examen, on s'aperçoit qu'il a la vue, déjà très faible. Celui-ci choisit la profession de boulanger ; ses mains suintent !

On se rend compte, rien qu'à l'énoncé de ces quelques exemples, exemples que nous pourrions repéter à l'infini, de la nécessité absolue qu'il y a à selectionner et à orienter les enfants, de la nécessité qu'il y a à éloigner de telles ou telles professions, ceux qui par leurs tares et par leur constitution ne sont pas susceptibles de s'y adapter sans dommage et sans danger pour leur organisme.

Le but de l'Office d'orientation professionnelle créé à **Lille**, à **Roubaix** et à **Tourcoing** est donc nettement défini. Le but de l'Office Central départemental du Nord qui va, incessamment, fonctionner, est, par conséquence directe : 1° de centraliser et coordonner les efforts des Institutions municipales d'orientation professionnelle dont il suscitera la constitution dans tous les centres importants ; 2° de préparer la documentation utile et d'indiquer aux Offices municipaux les moyens par lesquels ils pourront se les procurer ; 3° d'étudier les problèmes de sélection professionnelle pour les réaliser ou les faire réaliser ensuite par les Offices municipaux.

Sa raison d'être

Ce problème d'orientation professionnelle est donc :

1° d'**ordre économique**, car il faut en toute nécessité fournir au commerce, à l'industrie, à l'agriculture, aux professions libérales comme aux administrations publiques et privées, en quantité et en qualité suffisante, la main d'œuvre sans laquelle notre développement économique, serait paralysé ;

2° d'**ordre moral et social**, puisque de sa solution, dépend le bonheur de l'individu et, par contre-coup, celui de la collectivité ;

3° d'**ordre national**, car le facteur humain joue un rôle essentiel dans l'organisation de la lutte économique.

Et c'est pourquoi lors de la prochaine et première assemblée du Comité administratif et directeur de l'Office du Nord il sera fait appel à la collaboration constante des éducateurs, des médecins, des organisations patronales et ouvrières, des organismes de statistique et de régularisation du marché du travail.

La composition du Comité directeur

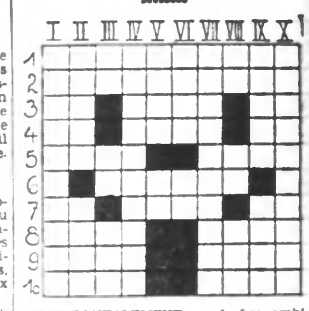
Déjà à **Lille**, à **Roubaix** et à **Tourcoing**, ces institutions existent — nous l'avons dit — et donnent des résultats merveilleux. M. le Recteur CHATELET qui préside l'Office départemental, aidé qu'il est, dans sa tâche par M. LALLAU, Directeur, veut donc, à l'exemple de Lille, faire créer des organismes dans tous les Centres importants du Nord et il s'est adjoint pour mener à bien son œuvre, MM. le Dr VIELLEDENT, Inspecteur départemental de la Santé et de l'Hygiène ; Louis MASSON, Député, Adjoint au Maire de Lille, Délégué à l'Enseignement technique ; LARCHER, Inspecteur principal des Services de l'O. P. au Ministère de l'E.N. ; HUBERT, Doyen de la Faculté des Lettres ; M. le Directeur de l'Ecole nationale d'Arts et Métiers de Lille ; M. DANTZER, Inspecteur d'Académie ; M. le Professeur LECLERCQ, Directeur de l'Institut de Médecine légale et de Médecine sociale; M. le Professeur MULLER, Directeur adjoint ; MM. GERVOIS, Inspecteur divisionnaire du Travail ; VEZIN, Directeur des Services agricoles ; M. le Président de la Chambre des Métiers ; M. Fernand VENIT, Président du Groupement des Industriels de l'arrondissement de Valenciennes ; M. le Secrétaire de l'Union départementale des Syndicats ouvriers du Nord ; M. Ch. BROUTIN, Secrétaire général de l'U.R.S.L.

L'adhésion d'autres personnalités est encore escomptée. C'est dire si le projet de M. le Recteur Chatelet, de constituer cet Office départemental a reçu l'approbation entière de l'unanimité des organismes constitués et des administrations du Département et de la 1re Région économique.

Ainsi donc, le jeudi 19 Novembre prochain, dans l'amphithéâtre de l'Institut médico-légal de Lille s'ouvrira la première conférence d'études à laquelle seront spécialement invités les instituteurs et institutrices, les médecins, les infirmières et assistantes, tous ceux qui en somme sont susceptibles de devenir d'excellents orienteurs.

NOS MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 160



HORIZONTALEMENT. — 1. Les ambitieux la recherchent auprès des foules. — 2. Entêtérna. — 3. Pronom. Prénom féminin étranger. Dans la mer Caspienne. — 4. Moitié de gavroche. Jeu. Pronom. — 5. Employat. Nouer. — 6. Combat. — 7. Le plus fort. Une muse un peu bouleversée. Au milieu de l'œil. — 8. Est toujours habillé. Pronom. — 9. Fit un geste souvent mortel. Gaz rare. — 10. Périodes. Couverture.

VERTICALEMENT. — I. Candidate. — II. Suis les ordres. Fin du jour. — III. Après la signature. Fleuve du Nord. Vieille colère. — IV. Emploieras. — V. Abréviation désignant certains tapis. Connu. — VI. Canton d'Eure-et-Loir. Bat le roi. — VII. D'une manière décidée. — VIII. Fin d'infinitif. Moitié de toit. Prénom masculin. — IX. Petit récipient. Fut ministre d'un roi fort étourdi. — X. Attendaient avec confiance.

SOLUTION DU PROBLÈME N° 159

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X
1	C	O	N	T	I	N	U	I	T	E
2	O	B	S	E	D	A	N	T	E	S
3	N	E	■	R	■	G	■	A	R	T
4	T	L	E	M	C	E	N	■	M	I
5	I	I	■	E	R	■	O	L	I	M
6	N	S	■	■	E	M	M	E	N	A
7	E	Q	U	I	T	A	B	L	E	S
8	N	U	S	■	E	C	R	I	S	■
9	T	E	A	M	■	O	E	O	■	N
10	S	■	S	A	I	N	S	■	R	U

UN INCENDIE A PRIVÉ SAINT-NAZAIRE D'ÉLECTRICITÉ

Saint-Nazaire, 31. — Un incendie s'est déclaré ce matin, dans les tableaux de distribution de la Centrale Electrique de Saint-Nazaire, qui alimente en courant toute la région nazairienne et une partie du département de l'Ille-et-Vilaine.

L'incendie a provoqué une forte explosion, et un contremaître, M. Lemaître, a été grièvement blessé à la figure et aux mains et a été intoxiqué par les gaz dégagés. Il a été tranporte dans une clinique.

Les chantiers de constructions navales et ateliers d'aviation, les différents ateliers d'aviation, les différents ateliers de la ville, ou le courant pour la marche des machines n'a pu être fourni, ont dû mettre en conge leurs ouvriers. On espère que, lundi matin, la distribution normale pourra être rétablie et que le travail pourra reprendre.

LOTERIE NATIONALE

Acheter des dixièmes, c'est bien, mais encaisser les lots, c'est mieux. Prenez les dixièmes émis sous le contrôle du Crédit du Nord, qui présentent une sécurité absolue et vous donnent ainsi le maximum de chances. Ils ont en outre l'avantage d'offrir les plus grandes facilités pour le paiement des lots. Tirage 7 Novembre. Demandez-les partout.

DÉCOUVERTE D'UN DÉPOT D'ARMES EN AUTRICHE

Vienne, 31. — A Amstetten (Haute-Autriche), la police a découvert et saisi un important depôt de mitrailleuses, de fusils, de grenades et des munitions ayant appartenu à l'ancien schutzbund socialiste. Une trentaine de personnes ont été arrêtées.

HERNIE

JE SUIS GUÉRI. — C'est l'affirmation de toutes les personnes atteintes de hernies qui ont porté le nouvel appareil sans ressort de M. GLASER PARIS, 44, Bd SEBASTOPOL. En adoptant ces nouveaux appareils, dont l'action bienfaisante se réalise sans gêne, sans souffrances ni interruption de travail, les hernies les plus volumineuses et les plus rebelles diminuent instantanément de volume et disparaissent peu à peu complètement.

Devant de tels résultats garantis toujours par écrit, tous ceux atteints de hernie doivent s'adresser sans retard à M. GLASER qui leur fera gratuitement l'essai de ses appareils de 9 à 4 h.

LILLE tous les jours de 9 h. à midi et de 15 h. à 19 h., cabinet régional : 62, r. Faidherbe. Dim. sur rendez-vous.

St-Pol-sur-Ternoise, lundi 2 nov., Hôtel du Trocadéro.
Auchel, 3 nov., Hôtel des Arcades.
Solesmes, 4 nov., Hôtel de la Hure.
Somain, 5 nov., Hôtel Bourlet (f. gare).
Lens, 6 nov., Hôtel de la Gare (Monte).
St-Omer, 7 nov., Hôtel de France.
Boulogne-sur-Mer, 8 nov., Hôtel Castiglione (face gare centrale).
Béthune, 9 nov., Hôtel de la Gare.
Douvres, 10 nov., Hôtel du Cygne.
Hesdin, 11 nov., Hôtel de France.
Estaires, 12 nov., Hôtel Marchault.
Aire-sur-la Lys, 13 nov., Hôtel Clef d'Or.
Arras, 14 nov., Hôtel Terminus.
Bruay-en-Artois, 15 nov., Grande Taverne de l'Artois (Delâtre).
Hazebrouck, 16 nov., Hôtel du Nord.
Le Cateau, 17 nov., Hostellerie du Marché
Maubeuge, 18 nov., Hôtel de la Poste.
Denain, 19 nov., Hôtel du Commerce.
Valenciennes, 20 nov., Hôtel de Flandre.
Dunkerque, 21 nov., Hôtel du Commerce, 25, rue L. Gambetta.

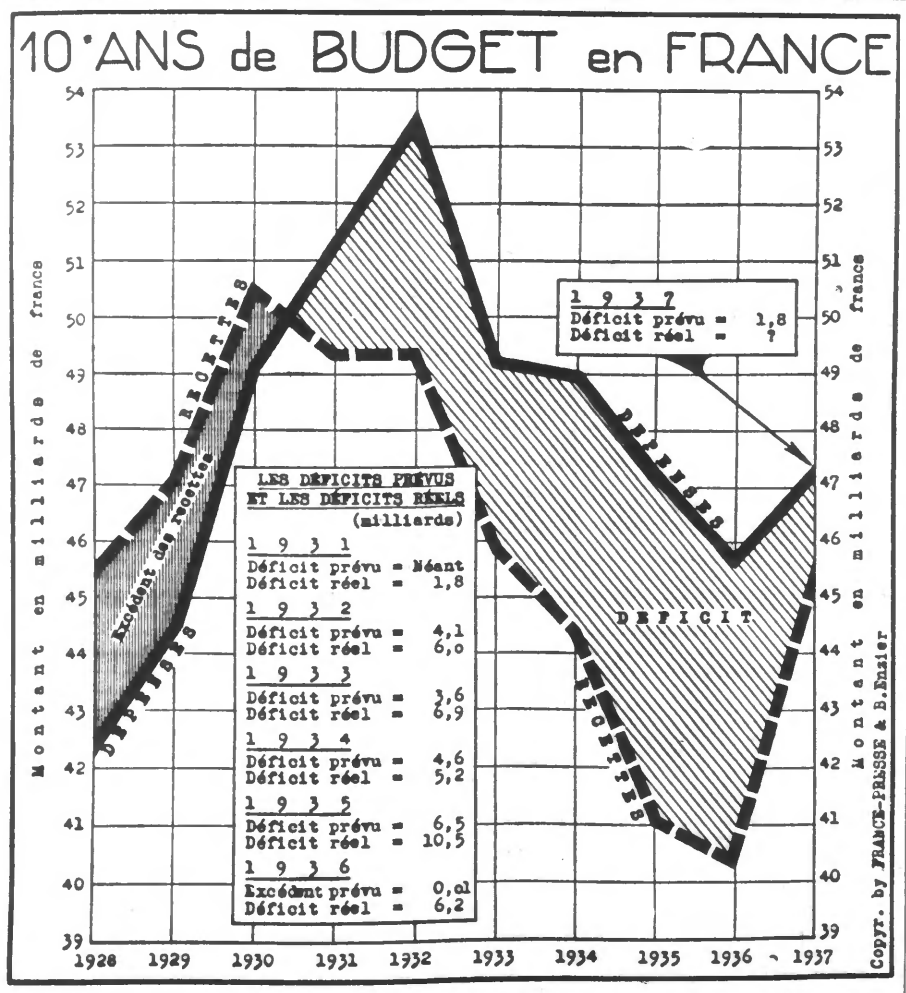
CHUTES MATRICE et tous organes, Varices, Orthopédie GLASER, 44, Bd Sébastopol - PARIS 9370

LE PRIX PAUL GUILLAUME

Le prix Paul Guillaume, destiné à mettre en valeur l'œuvre d'un jeune peintre, a été attribué le 28 octobre, à Alfred Courmes. Le second prix a été attribué à Tal-Coat.

Alfred Courmes est né dans le Var, en 1898. Il a été l'ami et le disciple de Roger de la Fresnaye. Son art se distingue par une recherche de perfection dans le dessin qui l'apprente aux maîtres.

Tal-Coat est né en Bretagne, à Clohars-Carnoët, en 1905. Fils de pêcheur, il a débuté comme sculpteur. Ses œuvres révèlent une connaissance approfondie de la forme.



Ce graphique de l'évolution des budgets ordinaires de la France depuis 1928 montre qu'à partir de l'année 1931 les déficits n'ont plus quitté la gestion des finances publiques. Le petit tableau qui l'accompagne est à cet égard fort instructif. Pour 1937, M. VINCENT-AURIOL annonce un déficit « réel » de 1.800 millions de francs.